

Agence Régionale de Santé
Champagne Ardenne
Délégation territoriale de l'Aube
Service Santé -environnement

Ville de Troyes

Arrêté préfectoral n° 2014282-0003 portant :

- autorisation sanitaire de distribuer l'eau au profit de la Ville de Troyes,
- déclaration d'utilité publique de dérivation des eaux souterraines et de l'instauration des périmètres de protection autour des « sources de SERVIGNY » situées sur la commune d'Essoyes,
- autorisation de prélèvement des eaux souterraines au profit de la Ville de Troyes.

LE PREFET DE L'AUBE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-10, et R. 1321-1 à R.1321-61 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 214-1, L. 215-13 et R. 214-1 à R.214-5;

VU le code minier et notamment l'article 131 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L.11-1 à L.11-9, L.13-2 à L. 13-12, L. 13-13 à L.13-20, R.11-10 à R.11-18;

VU le code de l'urbanisme et notamment l'article L 126-1;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles R 3232-1 à R. 3232-1-4;

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret n°2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre le représentant de l'Etat dans le département, la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L.1435-1, L.1435-2 et L.1435-7 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09-1995 du 26 juin 2009 relatif au 4ème programme d'actions contre les pollutions par les nitrates agricoles, amendé par arrêté ministériel du 19 décembre 2011 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie approuvé par le préfet coordonnateur de bassin, préfet de la région Ile de France, le 29 octobre 2009 ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le protocole départemental en date du 04 juillet 2013 relatif aux relations entre le préfet du département de l'Aube et le directeur général de l'agence régionale de santé de Champagne-Ardenne ;

VU la délibération de la ville de Troyes en date du 29 septembre 2011 sollicitant la déclaration d'utilité publique pour l'établissement des périmètres de protection de la source située sur la commune d'Essoyes, au lieu dit «Le Bas Servigny» ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 19 septembre 2010 et 09 août 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-3353 du 19 décembre 2013 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;

VU l'avis des services consultés ;

VU la réunion publique qui s'est déroulée le 16 novembre 2012 ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 21 janvier 2014 au 21 février 2014 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 13 mars 2014 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) en date du 11 septembre 2014 ;

CONSIDERANT que la qualité des eaux souterraines doit être sauvegardée et que la préservation des ouvrages de pompage d'eaux destinées à la consommation humaine est impérative ;

CONSIDERANT les risques liés aux activités exercées dans la zone d'alimentation des captages et la fragilité de la ressource ;

SUR proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture ;

ARRETE

Chapitre I - Déclaration d'utilité publique

Article 1 - Déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux

Le présent arrêté de déclaration d'utilité publique concerne les « sources de SERVIGNY » exploitées par la Ville de Troyes (indice BSS n° 03703X0003). Ces ouvrages sont situés sur la commune d'Essoyes (Section I parcelles n° 10,12 à 21, 28, 31,33 à 39 - lieu dit «Le Bas Servigny»).

Il vaut autorisation de prélèvement en application de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Article 2 - Bénéficiaire et objet

Sont déclarés d'utilité publique, au bénéfice de la Ville de Troyes:

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine, à partir des sources sises sur la commune d'Essoyes, au lieu dit «Le Bas Servigny»;
- la création de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des ouvrages de captage ainsi que l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

Article 3 - Caractéristiques du point de prélèvement

Les points de prélèvement d'eaux souterraines, déclarés d'utilité publique, sont repérés sur la commune d'Essoyes par :

Type ouvrage	source
Code BSS	03703X0003
Coordonnées en Lambert II	X=761846 Y=2341408 Z=176
coordonnées cadastrales	Section I n°13

Article 4 - Limitation de la quantité d'eau prélevée

Le prélèvement autorisé pour la commune ne pourra excéder:

- 1 000 m³/heure ;
- 24 000 m³ en moyenne /jour ;
- 30 000 m³ en prélèvement de pointe journalier ;
- 7 000 000 m³ en prélèvement annuel ;

Chapitre II: Autorisation sanitaire de distribuer de l'eau

Article 5 - Autorisation

La ville de Troyes est autorisée à exploiter, pour l'utilisation de l'eau prélevée en vue de la consommation humaine, les sources citées à l'article 1^{er}.

Article 6 - Traitement

Avant distribution, les eaux subiront un traitement de simple désinfection. Tout autre procédé de traitement sera soumis à autorisation.

Article 7 - Qualité des eaux

Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le bénéficiaire est tenu de :

- Surveiller la qualité de l'eau distribuée, notamment au point de pompage ;
- Se soumettre au contrôle sanitaire ;
- Prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire ;
- N'employer que des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée ;
- Respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- Se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire, et assurer l'information et les conseils aux consommateurs dans des délais proportionnés au risque sanitaire.

Article 8 - Périmètres de protection

En application de l'article L 1321-2 du code de la santé publique, trois périmètres de protection sont instaurés autour de la source :

- un périmètre de protection immédiate dont les références cadastrales et limites figurent sur l'état parcellaire et le plan annexés (commune concernée : Essoyes) ;
- un périmètre de protection rapprochée dont les références cadastrales et limites figurent sur l'état parcellaire et le plan annexés (commune concernée : Essoyes) ;
- un périmètre de protection éloignée dont les références cadastrales et limites figurent sur l'état parcellaire et le plan annexés (commune concernée : Essoyes).

Article 9 - Servitudes et mesures de protection

9.1 - Périmètre de protection immédiate

La Ville de Troyes est propriétaire des parcelles section I, n° 10,12 à 21, 28, 31, 33 à 39 dont une partie constitue le périmètre de protection immédiate.

Ce périmètre devra, dans sa configuration actuelle, être clôturé et fermé à clé, afin d'en interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Cette clôture sera disjointe afin de tenir compte de la traversée d'une voirie indispensable à l'accès de la chapelle ST BERNARD, au site de l'ancienne colonie de SERVIGNY et à une exploitation viticole.

A l'intérieur, seront interdits tous dépôts, installations, constructions ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.

L'entretien à l'intérieur de ce périmètre est fait uniquement avec des procédés mécaniques avec exportation de l'herbe fauchée, sans aucun apport de produit phytosanitaire, chimique, toxique ou dangereux.

9.2 - Périmètre de protection rapprochée

9.2-1 Parcellaire

Il comprend les parcelles mentionnées à l'état parcellaire et au plan, annexé au présent arrêté.

9.2.-2 Prescription:

○ Activités interdites

Travaux souterrains :

- la création de puits et forages, excepté au bénéfice de la collectivité exploitante, qui en cas de nécessité, pourrait engager des travaux d'amélioration des conditions de captage de la ressource,
- les puits filtrants pour évacuation des eaux usées,
- l'ouverture ou l'exploitation de carrières ou gravières,
- tout projet d'extraction de matériaux,
- l'infiltration directe des eaux de chaussée dans le sous-sol,
- le remblaiement d'excavations ou carrières existantes.

Stockages et dépôts

- le dépôt de déchets domestiques, industriels, agricoles solides ou liquides susceptibles d'altérer la qualité de l'eau,
- l'installation de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,

- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail,
- le stockage de fumier, engrais organiques (fumier, fiente, déchets viticoles, boues...),
- le dépôt d'écorces d'essence de bois contenant du tanin.

Canalisations :

- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit liquide ou gazeux,
- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées.

Constructions :

- l'implantation de nouveaux projets de construction de tous types (y compris temporaires).
Toutefois, la parcelle 50, qui s'étend sur le territoire de la commune d'ESSOYES entre la D67 et le GR de Pays Tour des Maquisards, peut conserver l'autorisation de construire un bâtiment de stockage de céréales, à l'exclusion de toutes autres denrées, produits ou matériaux, sur une bande de 30 mètres le long du lieu-dit « Le Petit Clamart Tombe », l'accès au stockage s'effectuant par l'une ou l'autre des voies citées.

Activités agricoles :

- l'épandage de produits organiques en général (fumier, fientes, boues de station d'épuration, jus, lisiers, résidus de pressoir, vinasses...), à l'exception des écumes et composts stabilisés ou hygiénisés,
- l'épandage ou l'infiltration de lisier et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidange,
- l'épandage des eaux usées ménagères et des eaux vannes,
- le drainage des surfaces agricoles,
- la création d'abreuvoirs alimentés par puits ou trous d'eau.

Activités forestières :

- le défrichement,
- l'utilisation de désherbage chimique pour l'entretien de la forêt,
- le traitement et l'arrosage des bois stockés,
- le parage des engins en dehors des aires aménagées,
- le stockage des bois à tanin en dehors de plate-forme aménagée.

Les sports motorisés :

- la pratique des sports motorisés.

Autres activités

- le camping et le stationnement de caravanes.

Activités réglementées

Terrassement:

- les travaux de terrassement seront limités et devront faire l'objet d'une déclaration de travaux et de propositions de réduction des impacts de l'intervention ainsi qu'une remise en état après travaux.
- pour les terrassements de plus de 5 m de profondeur par rapport au terrain naturel, l'avis sera donné au cas par cas, sur la base d'une évaluation des impacts et de l'appréciation des éventuelles mesures correctives proposées.

Stockages et dépôts :

- le stockage de produits dangereux justifié par une intervention d'urgence ou par l'économie locale est à réaliser sur aire étanche et aménagée pour la récupération des fuites éventuelles. Les bacs de rétention des cuves et citernes doivent être visibles et d'une capacité égale à celle du stockage,
- les stockages temporaires doivent être installés sur des plateaux de transport roulants, à fond étanche, dotés de ridelles pleines pour permettre la récupération de fuites accidentelles et l'évacuation rapide de la source de pollution dans des conditions satisfaisantes,
- le stockage d'écume en bout de champ est autorisé sous réserve d'une durée limitée et d'une utilisation rapide dans le cadre d'un cycle cultural.

Constructions :

- l'assainissement autonome des constructions existantes ainsi que des éventuels abris de chasse sera à mettre en conformité avec les prescriptions techniques en vigueur.

Activités agricoles :

- l'utilisation d'écume est autorisée ainsi que les composts stabilisés ou hygiénisés, issus exclusivement de végétaux,
- la culture de maïs devra être limitée dans la plaine agricole et un retour à la prairie privilégié.

Déversements accidentels :

- les déversements accidentels de substances susceptibles d'altérer la qualité des eaux devront être suivis, dans les meilleurs délais, d'une récupération des écoulements et d'un décapage des terres imbibées.

Activités forestières :

- le déboisement est soumis à autorisation pour limiter la surface découverte par les coupes respectant un plan de gestion adapté. Les plans de gestion sylvicoles existants devront préciser la rotation des surfaces découvertes,
- le stationnement des engins sera réalisé sur des zones aménagées (géotextile et bâche étanche recouverts de tout-venant, stockage de sciure ou produits absorbants), avec décapage immédiat en cas d'incident,
- les places de chargement ou retournement feront l'objet d'un plan d'ensemble qui sera soumis à l'autorité sanitaire,
- limitation du délai de stockage en alignement à trois mois et en dehors des aires aménagées pour les bois à essences sans tanin.

Voirie :

- l'évacuation des eaux de voirie dans le Val Sévrier devra transiter dans des bassins de rétention adaptés au contexte hydrogéologique,
- les chemins devront être entretenus régulièrement pour éviter la formation d'ornières. La recharge des zones de roulement se fera en matériaux reconnus inertes,
- la création de voie nouvelle devra faire l'objet d'une déclaration de travaux et de propositions de réduction des impacts de l'intervention ainsi d'une remise en état après travaux.

Autres activités:

- l'organisation d'un passage d'une manifestation à vocation de sport motorisé est envisageable sous la responsabilité des organisateurs, à condition qu'ils s'assurent de disposer sur place, et pour toute la durée du passage des véhicules, de tous les moyens d'intervention capables de juguler et d'enrayer les effets d'une pollution accidentelle.

9.3 - Périmètre de protection éloignée

- A l'intérieur du périmètre de protection éloignée, s'applique la réglementation générale. La proposition d'instauration de ce périmètre est destinée à entretenir une vigilance particulière des acteurs locaux et administratifs sur l'intérêt majeur du point d'eau pour l'alimentation humaine

Article 10 - Mise en conformité avec les prescriptions de l'arrêté

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 9, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres, dans le délai d'un an maximum pour le périmètre de protection immédiate, dans le délai de deux ans maximum pour le périmètre de protection rapprochée.

Au regard des prescriptions énoncées dans les périmètres de protection, le programme de mise en conformité et des aménagements regroupe :

En périmètre immédiat :

- la pose d'une clôture simple destinée à matérialiser la zone de production, à une distance d'au moins 5 mètres des aménagements de surface et de la projection en surface des installations souterraines. Le ruisseau, dans la traversée du secteur aménagé, est à inclure dans cette zone clôturée,
- la réalisation d'un diagnostic fonctionnel des ouvrages constitutifs du domaine de captage de Servigny,
- la pose d'une clôture renforcée (grillage de 2 m de hauteur ancré dans le sol avec portail d'accès) autour des ouvrages de captages clairement identifiés. Le bâtiment de jonction des galeries sera également clôturé,
- dans le cas de la drainance des galeries ou de la contribution du ruisseau au débit des sources, une clôture renforcée serait exigée,
- la création de caniveaux étanches de part et d'autre de la voirie, avec rejet des eaux en aval du périmètre de protection immédiate avec la pose d'une buse étanche pour la traversée du rû.

En périmètre rapproché :

- le recensement et la neutralisation des puits et forages dans la plaine alluviale inclus dans le périmètre de protection,
- l'aménagement et la régularisation administrative, ou bien la neutralisation, du puits aux alluvions situé à l'entrée du domaine en bordure de la D 67,
- le contrôle et l'éventuelle mise en conformité des dispositifs d'assainissements autonomes existants,
- la vérification tous les cinq ans et l'éventuelle sécurisation de la canalisation d'évacuation des eaux usées qui passe à proximité des points d'eau,
- l'aménagement des zones d'infiltration des eaux de ruissellement des eaux de voirie dans le Val Sévrier avec un bassin de piégeage des hydrocarbures et un dispositif d'épandage en surface,
- la vérification de la capacité des bassins de rétention des cuves fixes de produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- l'engagement d'une initiative de retour à la prairie dans la plaine alluviale en périmètre rapproché.

10.1- Proposition d'un Programme d'alerte

- Un programme d'alerte propre au site du domaine de Servigny est à envisager lorsque la fonctionnalité de chacun des ouvrages sera parfaitement connue. Il s'agit notamment, de dériver sur le site les eaux dont la turbidité est excessive pour éviter leur introduction dans le réseau de distribution.
- Compte tenu des incertitudes relevées sur le fonctionnement des ouvrages, il est demandé d'arrêter l'exploitation du domaine de captage de Servigny en hautes eaux si une pollution était signalée sur l'Ource en amont de Verpillières et jusqu'à Essoyes.

Article 11- Régime des indemnités

La ville de Troyes devra indemniser les usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Par ailleurs, les propriétaires et ayants-droit des terrains inclus dans les périmètres de protection pourront être indemnisés des dommages prouvés directs qu'ils auront pu subir du fait des servitudes dommageables instituées dans les dits périmètres.

Article 12 – Modification de la déclaration d'utilité publique

Toutes modifications des caractéristiques définies dans la présente autorisation devront faire l'objet d'un arrêté préfectoral, après enquête publique.

En cas d'abandon des captages, un arrêté préfectoral devra être pris pour annuler la déclaration d'utilité publique.

Article 13 - Informations des tiers - Publicité

1°) Le présent arrêté sera, conformément au code de la santé publique (art R1321-13-1) :

- notifié, sans délai, par le Maire de Troyes, à chacun des propriétaires des terrains inclus dans les périmètres de protection par courrier recommandé avec accusé de réception ;
- inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube ;
- affiché dans les mairies d'Essoyes et de Troyes pendant une durée minimale de deux mois. La mention de cet affichage est insérée en caractères apparents, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire, dans deux journaux locaux ;
- un exemplaire du présent arrêté est déposé en mairie d'Essoyes et de Troyes pour y être consulté.

2°) En application de l'article L126-1 du Code de l'Urbanisme :

- les servitudes du présent arrêté seront à annexer, dans un délai de trois mois, dans le plan local d'urbanisme de la commune d'Essoyes.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins de M. le maire de Troyes et d'Essoyes. Le maître d'ouvrage transmet à l'agence régionale de santé, dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée, l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

Article 14- Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000€ d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000€ d'amende.

Article 15 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons en Champagne, (25 rue du Lycée, 51000, Châlons en Champagne) dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

A l'intérieur de ce délai, un recours gracieux ou hiérarchique peut être introduit. Le silence gardé plus de deux mois par l'administration, à la suite à un recours gracieux ou hiérarchique, constitue une décision implicite de rejet.

Article 16 - Exécution

M. le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Aube, la déléguée territoriale départementale de l'Aube de l'agence régionale de santé Champagne Ardenne, le directeur départemental des territoires, M. le maire de Troyes, M. le maire d'Essoyes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube.

Une copie du présent arrêté sera adressée, à titre d'information:

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne ;
- au directeur du bureau de recherches géologiques et minières ;
- au directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations ;
- au président du conseil général de l'Aube ;
- au directeur de l'agence de l'eau Seine-Normandie ;
- au président de la chambre d'agriculture de l'Aube ;
- au directeur interdépartemental de l'office national des forêts ;
- au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés ;
- au président du Siaep de Celles sur Ource/Merrey sur Arce ;
- au directeur de l'agence régionale de la SAFER.

à Troyes, le 09 OCT. 2014

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL



PREFECTURE DE L'AUBE

Agence Régionale de Santé
Champagne Ardenne
Délégation territoriale de l'Aube
Service Santé -environnement

Ville de Troyes

Arrêté préfectoral n° ARS-SE-2015-4 modifiant l'arrêté préfectoral n°2014282-0003 du 09/10/14 déclaration d'utilité publique de dérivation des eaux souterraines et de l'instauration des périmètres de protection autour des « sources de SERVIGNY » situées sur la commune d'Essoyes

LA PREFETE DE L'AUBE
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-10, et R 1321-1 à R.1321-61 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 214-1, L. 215-13 et R. 214-1 à R.214-5 ;

VU le code minier et notamment l'article 131 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L.11-1 à L.11-9, L.13-2 à L. 13-12, L. 13-13 à L.13-20, R.11-10 à R.11-18 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment l'article L 126-1 ;

VU le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article R 3232-1 à R. 3232-1-4 ;

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret n°2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre le représentant de l'Etat dans le département, la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L.1435-1, L.1435-2 et L.1435-7 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2013 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrête préfectoral du 05 septembre 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole pour la région Champagne-Ardenne ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie approuvé par le préfet coordonnateur de bassin, préfet de la région Ile de France, le 29 octobre 2009 ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le protocole départemental en date du 04 juillet 2013 relatif aux relations entre le préfet du département de l'Aube et le directeur général de l'agence régionale de santé de Champagne-Ardenne ;

VU la délibération de la ville de Troyes en date du 29 septembre 2011 sollicitant la déclaration d'utilité publique pour l'établissement des périmètres de protection de la source située sur la commune d'Essoyes, au lieu dit «Le Bas Servigny» ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 19 septembre 2010 et 09 août 2012;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-3353 du 19 décembre 2013 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;

VU l'avis des services consultés ;

VU la réunion publique qui s'est déroulée le 16 novembre 2012 ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 21 janvier 2014 au 21 février 2014 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 13 mars 2014 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) en date du 11 septembre 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014280-0003 du 09 octobre 2014 déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines et l'instauration des périmètres de protection autour des sources « de Servigny » située sur la commune d'Essoyes ;

VU l'article 9.2-2 de l'arrêté préfectoral sus-cité relatif aux prescriptions applicables aux constructions ;

VU l'identification erronée de parcelles ;

SUR proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1 - L'article 9.2-2 - rubrique activités interdites / construction - de l'arrêté préfectoral n°2014280-0003 du 09 octobre 2014 déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines et l'instauration des périmètres de protection autour des sources « de Servigny » située sur la commune d'Essoyes est modifié comme suit pour la prescription concernant les constructions :

L'implantation de nouveaux projets de constructions de tous types (y compris temporaires) est interdite.

Toutefois, une partie des parcelles cadastrées YH n° 30, 31 et 32, situées au lieu dit « Courbennes », peut sur une largeur de 40 mètres et une longueur de 65 mètres, conserver l'autorisation de construire un bâtiment de stockage des céréales, à l'exclusion de toutes autres denrées, produits ou matériaux. L'accès aux parcelles s'effectuera au croisement des deux chemins bordant cette nouvelle entité et la rue de la Forêt.

Article 2 : Les autres articles de l'arrêté sus-visé restent inchangés.

Article 3- M. le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Aube, la déléguée territoriale départementale de l'Aube de l'agence régionale de santé Champagne Ardenne, le directeur départemental des territoires, M. le maire de Troyes, M. le maire d'Essoyes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube.

Une copie du présent arrêté sera adressée, à titre d'information:

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne ;
- au directeur du bureau de recherches géologiques et minières ;
- au directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations ;
- au président du conseil général de l'Aube ;
- au directeur de l'agence de l'eau Seine-Normandie ;
- au président de la chambre d'agriculture de l'Aube ;
- au directeur interdépartemental de l'office national des forêts ;
- au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés ;
- au président du Siaep de Celles sur Ource/Merrey sur Arce ;
- au directeur de l'agence régionale de la SAFER.

à Troyes, le 26 MAI 2016

Pour la Préfète,
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL